

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-capitalisme-neoliberal-est-mort-Vive-le-capitalisme-corporatiste>

Le capitalisme (néolibéral) est mort. Vive le capitalisme corporatiste !

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mercredi 23 janvier 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans l'article précédent (« [Des signes de débandade néolibérale ?](#) ») nous passons en revue la grave - et persistante - situation des économies réelles des pays du soi-disant « capitalisme avancé », et le début d'une reconnaissance - de la part des économistes et des hommes politiques - que le néolibéralisme et les recettes d'austérité ont mis le capitalisme sur la défensive et que les ingrédients pour des explosions sociales existent déjà dans de nombreux pays. Dans ce contexte, on entend désormais des voix de la classe dominante qui affirment que la crise est déjà dépassée, et d'autres qui proposent de faire des changements pour maintenir un système qui commence à chanceler.

Il y a soixante dix ans, après avoir analysé les causes et les effets de l'écroulement des économies pendant la Grande Dépression des années 30 du 20e siècle, Karl Polanyi écrivait qu'au moment où la société a commencé à chercher comment se protéger des dangers inhérents à un système de marché autorégulé, chaque pays du capitalisme industriel a pris - chacun pour son compte - des mesures d'ordre social et économique, mais les différences politiques avaient pour contrepartie une « ressemblance entre les régimes naissants, le fascisme, le socialisme et le *New Deal*, « *mais ceci était uniquement leur commun abandon des principes du laissez-faire* » [1]

La réponse commune à la dictature des marchés que la société avait mise au service des intérêts économiques, provoquant ainsi une catastrophe sociale et politique de dimensions mondiales, fut l'abandon des « marchés autorégulés » et l'adoption du dirigisme étatique, qui dans le monde capitaliste a pris des formes corporatistes entretenant les intérêts de secteurs et de groupes sociaux déterminés avec les intérêts de secteurs économiques du capital, comme des industriels, avec l'État arbitrant ces relations et planifiant l'économie pour atteindre des objectifs tels que créer des emplois, développer des industries (à des fins d'armement en premier lieu dans les pays de « l'axe fasciste », et ensuite aux États-Unis et en Grande-Bretagne) et dépasser la paupérisation de la Grande Dépression.

Le corporatisme fut au service de régimes totalitaires - l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, notamment, - et aux États-Unis d'Amérique (USA), avec le *New Deal*, la planification économique a permis de réaliser des transformations économiques, fiscales et sociales de caractère progressiste destinées à empêcher que les masses populaires embrassèrent le socialisme ou le fascisme. Le *New Deal* s'est répandu dans d'autres pays avant et après la Deuxième Guerre mondiale. En Union soviétique, l'expérience socialiste fut la planification quinquennale de l'économie, adoptée en 1928 et appliquée à partir de 1929.

Il est évident que la création de millions d'emploi grâce au développement industriel et à la mécanisation de l'agriculture, qu'aux USA le *New Deal* a obtenu, n'est actuellement pas reproductible dans les pays du capitalisme avancé : les « armées » de robots qui remplacent les salariés existants et les jeunes qui auraient du les remplacer, voilà une réalité pratiquement irréversible. Et ne sont pas non plus réalistes, les propositions qui circulent dans certains pays, de « rapatrier » les industries qui depuis des décennies sont délocalisées par les multinationales vers des pays en développement pour exploiter la main d'oeuvre bon marché, s'appropriant des marchés et rapatriant les profits pour *Wall Street* et leurs dirigeants. Ce qu'on oublie fréquemment qu'avec ces transferts n'ont pas seulement changé les emplois, mais l'accumulation et la capacité de transférer l'expérience et la connaissance des travailleurs et des techniciens ont été perdues, parmi beaucoup d'autres choses.

Mais, comme nous le verrons à partir des opinions et propositions d'économistes, et d'hommes politiques et de fonctionnaires du système régnant, la reconnaissance du fait que le néolibéralisme a échoué et constitue une menace pour le système capitaliste, mène à proposer nouvellement une forme de dirigisme étatique, du capitalisme d'État - jamais la planification économique qui prend en compte les intérêts de la société, pour le moment - soit un retour au corporatisme enveloppé de concepts trompeurs, comme celui du « capitalisme global administré ».

Que nous disent les économistes ?

Pour des économistes comme Joseph Stiglitz, cette crise structurelle et les crises que nous laissons passer - en particulier le changement climatique - ont été exacerbées après la Grande Récession de 2008 et ne seront pas résolues par le marché. Ce sont des crises de type mondial et pour les résoudre, on a besoin de transitions structurelles, c'est à dire qu'« il est nécessaire que les gouvernements occupent un rôle plus actif ». Son collègue Paul Krugman pense quelque chose de similaire, bien qu'il commence à s'approcher du problème de fond de cette crise structurelle : « Que se passe-t-il ? De la meilleure façon que je puisse le dire, il y a deux explications plausibles, et jusqu'à un certain point les deux peuvent être vraies. L'une est que la technologie a connu un tournant qui a mis le travail (salarié) en désavantage ; l'autre est que nous voyons les effets d'une augmentation nette du pouvoir des monopoles. Pensons à ces deux récits comme l'une qui met en valeur aux robots, et l'autre les « magnats voleurs » (robber barons) » [2].

L'analyste économique William Greider [3] rapporte que dans l'un des principaux berceaux de la pensée néolibérale, l'Institut Peterson (IP) à Washington, s'est tenue le 7 janvier dernier une réunion sur « éthique et globalisation » durant laquelle des économistes et spécialistes en sciences sociales ont présenté leurs opinions et travaux. Certains d'entre eux ont décrit le système global comme au milieu de graves problèmes et ont averti que « si les choses ne changent pas » il y aura des rébellions populaires, même aux USA.

Greider souligne qu'ayant perdu la confiance dans les promesses du système de libre-échange, « plusieurs se retournent vers les gouvernements pour qu'ils les sauvent du capitalisme global ». Howard Rosen, chercheur invité de l'IP, a décrit les conséquences négatives des dernières décennies et a fini par recommander des réformes : un salaire minimum dans le monde entier, des augmentations de salaires liées aux augmentations de productivité, une sécurité contre le chômage, l'adoption de standards de travail internationaux, la promotion de la syndicalisation, et les *engagements de Wall Street et autres institutions financières internationales qu'ils ne donneront pas de financement aux nations qui n'acceptent pas de telles réformes*.

À cette réunion de l'IP, l'économiste David Branchflower, de l'Université Dartmouth, a dénoncé la terreur dans laquelle les travailleurs, jeunes et vieux vivent, parce que « jamais ils ne récupéreront de ce manque d'emplois », et il a remarqué que la classe travailleuse en Europe « est sur des charbons ardents » et que l'on est en face d'une « rébellion potentielle », ce qui peut aussi survenir aux Etats-Unis. Et le nouveau président de l'IP, l'ex-économiste de la Réserve Fédérale Adam Posen, a admis qu'il y a des problèmes dans le *soubassement politique de la globalisation parce que « l'un des effets alarmants de la crise financière globale est qu'il y a eu une vaste érosion de la confiance du capitalisme en lui même »*.

L'économiste Dani Rodrick, de Harvard [4], oppose le « libéralisme économique » régnant dans les pays au capitalisme avancé, au mercantilisme appliqué par les pays émergents de l'Asie, en concluant qu'on est arrivé « à la fin de cette coexistence heureuse. Le modèle libéral a perdu son éclat, grâce à l'augmentation de l'inégalité et la situation difficile de la classe moyenne en Occident, avec la crise financière produite par la dérégulation () Comme résultat, le nouvel environnement économique produira plus de tension que d'arrangements entre les pays qui cherchent des voies libérales et des mercantilistes. *Peuvent aussi se réveiller des débats, latents depuis longtemps, sur le type du capitalisme qui génère une plus grande prospérité.* »

Pour l'économiste Anatole Kaletsky [5], de la crise actuelle sortira « un nouveau modèle de capitalisme global, non pas basé sur la foi aveugle dans les forces du marché qui a suivi la Grande Inflation des années 70, ni non plus dans l'excessive intervention gouvernementale inspirée par la Grande Dépression », et il affirme que « la tragédie de 2008 fut que la foi aveugle dans les marchés a dissuadé les gouvernements de gérer convenablement ces cycles d'expansion-implosion », et qui ayant fait disparaître le communisme et la crise étant une chose du passé, les décideurs politiques et les votants ont reconnu que l'on ne peut permettre que les marchés se guident par leurs

propres instruments : « *Les économies doivent être administrées. Comme résultat, un nouveau modèle du capitalisme global administré est dans une évolution et il remplacera graduellement le fondamentalisme de marché qui a dominé le monde depuis l'ère Reagan-Thatcher jusqu'en 2008* »

Avec le titre : « *Le capitalisme d'État est-il en train de gagner ?* », l'économiste Daron Acemoglu et l'analyste James A. Robinson (Project Syndicate, 31 décembre 2012) rappellent que plusieurs pays asiatiques, « en s'appuyant sur différentes versions du dirigisme » ils ont rapidement grandi et de façon constante en quelques décennies tandis que les pays centraux du capitalisme libéral « ont continué leur performance anémique » en 2012, et du coup se demandent si n'est pas arrivée l'heure d'actualiser les livres d'économie et d'étudier les formes « de capitalisme d'État ».

Que nous disent les gouvernants et les technocrates

Vers la mi janvier Jean-Claude Juncker - président sortant du Conseil des Ministres de l'Économie et des Finances la Zone Euro (l'Eurogroupe) - a critiqué les politiques néolibérales appliquées dans zone-euro (ZE) et il a averti que s'il n'y a pas de changements « nous perdrons le soutiens des classes laborieuses ».

Après le tour est arrivé au professeur d'économie néolibérale et aussi Premier ministre italien sortant Mario Monti, qui a dit aux ambassadeurs latinoaméricains en Italie que l'Amérique Latine a gagné aujourd'hui un rôle central et actif qui génère l'admiration, pour ne pas dire l'envie, parce qu'elle « a su construire un modèle de développement basé sur la croissance, la justice sociale, la modernisation et le respect de l'environnement » [\[6\]](#).

Difficile de croire, que l'envoyé de la Troika (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne et FMI), pour appliquer l'austérité néolibérale en Italie, peut louer les politiques des pays latinoaméricains qui ont précisément des taux décents de croissance économique et de création d'emploi parce qu'ils ont repoussé les postulats de base du néolibéralisme, parce que les États interviennent activement dans des secteurs de l'économie réelle, nationalisent des entreprises quand il faut nationaliser, répondent aux pressions sociales et, plus grave encore, contrôlent la politique monétaire et régulent l'activité bancaire et financière pour mener une politique de développement socio-économique.

Dans le cas de Monti, avec son long curriculum vitae comme idéologue des idées néolibérales au sein de la *Commission Trilatérale* et du *Groupe Bilderberg*, fondateur du « groupe d'idées » *Bruegel*, conseiller de *Goldman Sachs*, de *Moody's*, de *Coca-Cola*, etcetera, et membre clef de nombreuses commissions qui ont consolidées le modèle rigide néolibéral de la Commission Européenne (CE), cet éloge de l'interventionnisme étatique sudaméricain ne peut pas être une transformation idéologique, mais peut-être allez savoir du pur opportunisme politique ou une manifestation de plus des profondes divergences dans la gouvernance du système néolibéral.

De la guerre monétaire au protectionnisme et...

Qui sait si Juncker et Monti se confessent et se reconvertissent à l'interventionnisme étatique pour renaître politiquement, suivant la recette du nouveau Premier ministre japonais Shinzo Abe, récemment élu pour sortir l'économie réelle de son pays de l'état de « zombi » dans lequel elle se trouve depuis deux décennies. M. Abe a gagné parce qu'il a menacé de nationaliser des entreprises et même d'en finir avec la sacro-sainte indépendance de la banque Centrale du Japon si elle n'acceptait pas de lancer un tsunami monétaire et de dévaluer le yen pour créer

des emplois.

Abe a adopté ce programme malgré la dette du Japon (à la fin de 2012 et selon le FMI, la dette gouvernementale équivalait à 237 % du PIB) pour chercher à baisser le prix des exportations japonaises pour rivaliser avec la Corée du Sud et l'Allemagne dans des niches de haute technologie, et du coup augmenter le prix des importations, de générer de l'inflation et créer des emplois.

Et n'oublions pas que le Japon fut le premier pays du capitalisme avancé (2001) qui a recouru aux émissions massives d'argent (un assouplissement quantitatif ou quantitative easing) et à de très bas taux d'intérêt pour relancer l'économie, avec très peu de succès. Une politique copiée depuis la crise financière de 2007 par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les pays de l'UE pour sauver de l'insolvabilité les grandes banques et le système financier, et pour dévaluer leurs monnaies pour pouvoir continuer à exporter. Des telles politiques n'ont pas relancé les économies réelles, mais ont nourri le capital financier qui spéculé sur les marchés financiers et monétaires des pays émergents.

En appréciant les monnaies des pays émergents, ces flux spéculatifs ont augmenté le prix des exportations et baissé le prix des importations, en déséquilibrant encore plus les traditionnellement négatives, balances du commerce et des paiements de ces pays, ce qui explique qu'en 2010 le ministre des Finances du Brésil, Guido Mantera, dénonçait ces politiques comme une « guerre monétaire », qui causent des ravages économiques.

Les dévaluations compétitives menacent maintenant de s'étendre comme un « feu de broussailles » : le 15 janvier dernier le vice-gouverneur de la banque Centrale de la Russie, Alexei Ulyukayev, a affirmé que le monde est au seuil d'une « guerre monétaire » à cause des politiques du Premier ministre Abe au Japon et de la déclaration de Jean-Claude Juncker, qui - selon l'agence Bloomberg - s'était plaint de la valeur « dangereusement élevée » de l'euro, opinion que partagent les ministres du gouvernement français, pour qui l'appréciation de l'euro (7.0 % en face du dollar US dans les six derniers mois) empêche de freiner le chômage en France. Depuis septembre 2011 la Suisse manipule sa monnaie pour éviter qu'elle continue d'être appréciée face à l'euro, et maintenant les pays nordiques se plaignent du même sujet : le ministre des Finances de la Norvège, Sigbjørn Johnsen, et le vice-gouverneur de la Riskbank (Banque centrale de la Suède), Lars E. O. Svensson, ont fait savoir qu'ils voient avec crainte l'appréciation de leurs monnaies nationales et que les économies des deux pays fonctionneraient mieux avec des taux d'intérêt plus bas et des monnaies plus faibles. La Corée du Sud a fait savoir qu'elle ne restera pas impassible devant la dévaluation compétitive du yen.

Le gouverneur (sortant) de la banque d'Angleterre, Mervyn King, a affirmé que bientôt « nous verrons l'augmentation de l'administration active des taux de change », perspective qui « provoque l'inquiétude parmi ceux qui prennent les décisions politiques au niveau mondial », selon le gouverneur de la banque d'Australie, Glenn Stevens.

De là à une quelconque forme de corporatisme.

Une dévaluation compétitive, des mesures pour protéger les exportations qui s'ajouteront à celles existantes, des menaces de fermeture des frontières à des certains produits industriels et à la main d'oeuvre étrangère, et dès que cela se met en marche à une échelle régionale ou mondiale, les conséquences se feront sentir dans le commerce, les finances et toute la ligne de production mondiale, et c'est dans ce moment de panique que seront acceptables les mesures pour imposer ce « capitalisme global administré » que proposent Howard Rosen et Anatole Kaletsky, qui est en définitive le corporatisme global implicite dans les « accords de libre-échange » déjà existants et en train d'être négociés, en particulier l'Accord Stratégique Trans-Pacifique d'Association Économique (AETPAE).

Le corporatisme de ce « capitalisme global administré » pourra seulement être celui qui respecte le cadre légal US pour protéger la propriété privée dans toutes ses formes, comme c'est bien clair dans l'AETPAE. Et ici je reproduis le rendez-vous d'A. T. Hadley [1] que Karl Polanyi inclut dans le livre cité antérieurement pour décrire l'histoire de la protection de la propriété commerciale et industrielle en Angleterre, et ensuite aux Etats-UNIS : la séparation des pouvoirs, inventée à l'époque (1748) par Montesquieu, a été utilisée depuis ce temps pour séparer le peuple du pouvoir sur sa propre vie économique. La Constitution étasunienne, créée par un milieu d'agriculteurs-artisans pour une classe dirigeante bien au courant de ce qui arrivait sur la scène industrielle anglaise, isole totalement la sphère économique de la juridiction de la Constitution, plaçant ainsi la propriété privée sous la plus haute protection concevable et créant l'unique société de marché dans le monde qui a fut légalement fondée. Malgré le suffrage universel, l'électorat usaméricain sera impuissant contre ceux qui possèdent.

Comment sera le processus pour présenter et pour faire passer le capitalisme global administré de gauche de Kaletsky, ou quelque chose de différent qui sera la même chose ? Eh bien, dans un entretien journalistique que j'ai eu en mai 2004 avec le Nobel d'économie (1992) Gary Becker, dans le cadre de la Conférence de Montréal, il m'a confié -avec cet aplomb seigneurial et la suffisance des Nobel de l'Université de Chicago, qui se comportaient en ce temps-là encore comme des envoyés divins- la méthode pour que dans la société capitaliste, contrôlée par les monopoles de presse, fussent acceptées des idées et des propositions radicales et contraires aux intérêts des majorités : *On lance le sujet dans un article ou un débat, et il sera probablement jugé utopique, irréalisable, mais il recommencera à être mis sur la table si l'idée est appuyée par des gens influents. Le sujet sera de nouveau attaqué par les intellectuel de gauche mais alors s'élèveront des voix d'universitaires, d'experts et d'entrepreneurs pour le défendre, dans les think-tanks, dans les pages de quotidiens respectables et à la télévision. Ce cycle se répétera et ira en s'amplifiant, jusqu'à ce que ce que vous dites qui est un sujet controversé, finisse par être conventionnel, par conséquent acceptable, sera finalement accepté et mis en pratique.*

Cela a fonctionné maintes fois au cours des dernières décennies, donc nous sommes prévenus.

Alberto Rabilotta, La Verdrière, France.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 23 janvier 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#)

Post-scriptum :

* **Alberto Rabilotta** est journaliste argentin depuis 1967. Au Mexique par la « *Milenio Diario de Mexico* » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canada. Correspondant de l'Agencia de Services Spéciaux d'Information, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'Agencia de Noticias de México, NOTIMEX au Canada (1990-2009). Editorialiste sous de pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « *Milenio Diario de Mexico* » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres medias depuis 2009.

[1] Karl Polanyi, « La Grande Transformation », Edition Gallimard, page 314.

[2] Joseph Stiglitz, « Les crises postérieures à la crise ». Project Syndicate, 7 janvier 2013 ; Paul Krugman, New York Times, 9 décembre 2012.

Le capitalisme (néolibéral) est mort. Vive le capitalisme corporatiste !

[3] William Greider, « *Is the Global Economic Establishment Taking a Progressive Turn* » The Nation, 15 de enero 2013.

[4] Dani Rodrick, « Le défi mercantiliste », Project Syndicate, janvier 2013.

[5] À. Kaletsky, « 2013 : When economic will finally be vindicated ». <http://blogs.reuters.com/anatole-ka...> L'auteur écrit dans *The Economist* et *Reuters*, et dirige l'*Institute of New Economic Thinking*, créé et financé par George Soros, Paul Volcker et d'autres financiers.

[6] Eloges de Monti en Amérique latine, Hélène Llorente, Página/12, 16 janvier 2013.

[7] A.T. Daley, « *Economics : An account of the Relations between Property and Public Welfare* », de 1896, citée par Karl Polanyi à la page 292 De la Grande Transformation.